

que l'économie et la culture se développent, ce fait criant s'explique par ceci, et par ceci seulement, que l'oppression, les persécutions, les répressions servent maintenant pour une bonne moitié non pas au maintien de l'Etat, mais au maintien du pouvoir et des privilèges de la bureaucratie. D'où, précisément, la nécessité toujours plus grande de masquer les répressions à l'aide de fourberies et d'amalgames.

— Peut-on, cependant, qualifier d'*ouvrier* un tel Etat ? dit la voix révoltée des moralistes, des idéalistes et des snobs « révolutionnaires ». Les plus prudents objectent ceci : « Peut-être en fin de compte est-ce tout de même un Etat ouvrier ; mais de la dictature du prolétariat il ne reste pas trace : c'est un Etat ouvrier dégénéralant sous la dictature de la bureaucratie. »

Il n'y a aucune raison de revenir dans son ensemble sur cette argumentation. Tout ce qui est nécessaire à ce sujet a été dit dans la littérature de notre tendance et dans ses documents officiels. Personne n'a tenté de réfuter, d'amender ou de compléter la position des bolchéviks-léninistes dans cette très importante question.

Nous nous bornerons ici à un seul problème : peut-on appeler dictature du prolétariat la dictature de fait de la bureaucratie ?

La difficulté de terminologie vient de ce que le mot *dictature* est employé tantôt dans un sens strictement politique, tantôt dans un sens plus profond, sociologique. Nous parlons de « dictature de Mussolini » et en même temps nous déclarons que le fascisme n'est que l'instrument du capital financier. De ces deux propositions laquelle est exacte ? L'une et l'autre, mais sur des plans différents. Il est indiscutable que tout le pouvoir de décision est concentré dans les mains de Mussolini. Mais il est non moins vrai que tout le contenu réel de l'activité gouvernementale est dicté par les intérêts du capital financier. La domination *sociale* d'une classe (« dictature ») peut prendre des formes *politiques* extrêmement différentes. Toute l'histoire de la bourgeoisie, du moyen âge à nos jours, en témoigne.

L'expérience de l'Union soviétique est déjà suffisante pour permettre d'étendre la même loi historique — *avec tous les changements nécessaires* — également à la dictature du prolétariat. Entre la conquête du pouvoir et la dissolution de l'Etat ouvrier dans la société socialiste, les formes et les méthodes de la domination prolétarienne peuvent changer brusquement, selon la marche de la lutte des classes, nationale et internationale.

Par exemple, le régime de commandement actuel de Staline ne rappelle en rien le pouvoir des Soviets des premières années de la révolution. La substitution d'un régime à l'autre s'est produite non d'un seul coup, mais par plusieurs degrés, au moyen d'une série de petites guerres civiles de la bureaucratie contre l'avant-garde prolétarienne. En fin de compte, la démocratie soviétique a explosé sous la pression des contradictions sociales. Les exploitant, la bureaucratie a arraché le pouvoir des mains des organisations de masse. C'est dans ce sens qu'on peut parler de dictature de la bureaucratie et même de dictature personnelle de Staline. Mais cette usurpation n'a été possible et n'a pu se maintenir que parce que *le contenu social de la dictature de la bureaucratie est déterminé par les rapports de production que la révolution prolétarienne a établis.*